

Sommaire

Page 3:

Editorial

Page 4 à 6

*150ème anniversaire de 1848
(suite)*

La Révolution à Rouen
par Robert Privat

Page 7 et 8

*Un épisode de la lutte pour
de droit à l'Information*
1979: Radio-CGT-76
par Serge Laloyer

Page 9 à 17

*Un grand chantier pour notre
Institut:*

**Notre contribution au
Dictionnaire**

**Biographique du
Mouvement Ouvrier**

Etat d'avancement,
questionnaire, liste de noms
par Gilles Pichavant

P18 à 20

*Une trouvaille aux Archives
Départementales de Seine
Maritime*

**Un Meeting avec
Marcel Cachin en 1922
à Petit-Quevilly**

suivi d'un éclairage à l'aide
d'extraits du Maitron

P 21

Événement en Normandie:

**Débat sur "Le
syndicalisme et la Paix"**

Le 17 juin au Mémorial de
Caen

par Gilles Pichavant

P22

Livres

P23

Bulletin d'adhésion à notre
institut

Editorial

Juillet a célébré une grande fête à la gloire des bateaux. De différents pays du monde, des navires prestigieux sont venus au Havre, remonter la Seine, aller jusqu'à Rouen. Nous ne pouvions que nous réjouir de cette grande fête navale.

Mais si nous avons été heureux de voir la Seine-Maritime et Le Havre accueillir tous ces bateaux, notre volonté, c'est avant tout de voir Le Havre, et plus largement la Seine-maritime, continuer à construire et réparer des bateaux, et continuer aussi à conjuguer : accueil et construction de navires.

Une ombre a plané sur cette armada, une ombre faite de l'angoisse des travailleurs des A.C.H. déjà licenciés ou qui vont l'être dans les prochains mois une ombre faite de la fermeture du dernier maillon Havrais de la construction navale: les A.C.H.

Le Havre a été créé, de toutes pièces, sur une zone hostile, faite de marécages malsains, pour être un Port: port militaire d'abord, mais aussi port de commerce, port de pêche, port de voyages. Qui dit Port, dit activité navale : construction et réparation de bateaux.

Toute l'histoire de Havre est liée depuis toujours à cette activité. Des milliers et des milliers de bateaux ont été conçus, construits dans les chantiers du Havre pour sillonner les mers du monde : navires de commerce, bateaux de pêche, vaisseaux de guerre ...

Les Havrais sont fiers de leurs bateaux, fiers du travail des ingénieurs, techniciens, ouvriers de divers métiers qui ont conçu et construit des paquebots à voile prestigieux que sont les Wind Star et les Club Med sortis des A.C.H. et de tant d'autres bateaux.

Cette activité navale fait partie de l'identité profonde du Havre et de sa substance vitale. C'est un élément essentiel du patrimoine économique de la cité. Supprimer cette activité aura comme conséquence de mutiler gravement Le Havre. De tout temps, les Havrais se sont battus farouchement pour maintenir cette vocation navale du Havre. Hier les luttes des travailleurs d'Augustin Normand, la grande lutte d'un an des Forges et Chantiers de la Méditerranée en 1965-66, celles des travailleurs de la réparation navale : Caillard, Chantiers de Normandie, Arno ... (*Nous aurons l'occasion d'y revenir dans un prochain numéro du fil Rouge en préparation*). Aujourd'hui c'est la lutte tenace, farouche que mènent depuis plusieurs années les travailleurs des A.C.H. avec leur syndicat C.G.T. pour sauvegarder leurs emplois et leur outil de travail. Cette lutte est devenue celle de tous les salariés de la région havraise et celle de toute la population, grâce à un comité de soutien. Au travers de multiples actions, tous ont exprimé leur attachement viscéral à cette activité navale au Havre.

Seul le soleil de l'action, de la lutte pourra dissiper demain cette ombre. Les Havrais n'ont jamais baissé les bras. Ils ne les baisseront pas demain pour défendre leur droit au travail, leur patrimoine économique, et construire un avenir où l'homme aura toute sa place .

Albert Perrot

Vice-Président de l'Institut CGT d'Histoire Sociale de Seine Maritime

150^e anniversaire de 1848

*Regards sur les
journées d'avril 1848 à
Rouen (suite et fin).*

par Robert Privat

troisième article:

**La Révolution
à Rouen**

L'annonce de la victoire parisienne de février 1848, mobilise une foule nombreuse d'ouvriers rouennais, le 24, qui réclame "des décisions pour que la contrée s'harmonise avec la victoire de Paris".

Le 25, l'agitation populaire augmente; les groupes parcourent les quais aux cris de "Vive la République! à bas les anglais". On apprend dans la soirée la proclamation de la république à Paris, puis le lendemain, la nomination de l'avocat Frédéric Deschamps, chef du Comité Démocratique, comme Commissaire du Gouvernement provisoire en Seine-Inférieure, avec pleins pouvoirs (une grande partie de la bourgeoisie le considère comme "l'homme des ouvriers et des démagogues").

Il reçoit, le 27, un accueil hostile de la Garde Nationale. Dès le 25, l'agitation gagne en ampleur et inquiète la bourgeoisie. Dans la soirée la foule saccage l'embarcadère du chemin de fer Paris-le Havre. Dans la nuit du 25 au 26, est incendiée la passerelle ferroviaire qui franchit la Seine, dite "Pont aux Anglais", rappelant le rôle joué par les techniciens britanniques dans la construction de la ligne

Paris-Rouen.

Le 28, à Petit-Quevilly, les machines neuves de l'usine "La Foudre" subissent la colère populaire (le nom de cette usine est issu du nom de son moteur, récupéré sur un remorqueur du même nom. cette filature de coton deviendra ensuite une vaste et moderne filature, aux mains de Pouyer-Quertier qui sera ministre de Thiers.)

Le 29, des événements analogues se produisent aux ateliers de Buddicom, à Sotteville, qui fabriquent les premières locomotives françaises.

Des dizaines de délégations viennent réclamer à la Mairie, l'amélioration du sort des travailleurs. Dans tous les ateliers, les ouvriers élaborent leurs revendications et les transmettent au Commissaire du Gouvernement.

Aux Archives Départementales, près de 100 pétitions datées de la première quinzaine de mars en portent témoignage. Le 8 mars, une lettre couverte de plus de 1000 signatures, est remise à Frédéric Deschamps: "*Nous vous demandons qu'il nous soit permis de nous réunir par corps d'état, afin de discuter de nos intérêts... nous voulons que les, machines qui n'ont été faites jusqu'à présent que dans l'intérêt des maîtres, servent au soulagement des travailleurs. Nous voulons une hausse des salaires, la diminution de la durée de la journée de travail à 10 h., comme à Paris; ainsi il y aura du travail pour nous tous*".

C'est là une logique d'une singulière actualité, 150 ans après !

Le commissaire Deschamps prend alors une série d'arrêtés sur la durée du travail dans les usines textiles et sur le port de Rouen. Puis, après avoir convoqué tous les chefs d'établissements de filature pour concertation, il fixe un salaire minimum pour les ouvriers des filatures et teintureries, et crée des commissions mixtes d'arbitrage.

Les espérances ouvrières sont fortes avec la proclamation de la République, mais les travailleurs de l'industrie rouennaise ne se contentent pas de solliciter l'Administration : ils agissent pour obtenir eux-mêmes de leurs

ils agissent pour obtenir eux-mêmes de leurs patrons un certain nombre de concessions.

Le 29 février, cent ouvriers de Lillebonne sont en grève. Dans les premiers jours de mars, dans la même ville, les ouvriers de M. Grindor cessent le travail pour une augmentation de salaire, et, devant son refus, maltraitent son mobilier.

Le jour-même, événement comparable à Bolbec. Le 10 mars, à Malaunay, un filateur est promené pieds nus et tête découverte, sur plus de 5 km par ses ouvriers.

Maromme connaît une forte effervescence alimentée par la misère grandissante. Paumier, un officier de santé, médecin de la classe ouvrière, y est très populaire. Il se proclame adepte des théories de Cabet, cet utopiste qui met sur pied quelques expériences communistes dans des colonies communautaires installées au Texas, et incite la population marommoise à l'action.

Le 24 mars, le bruit ayant couru à Maromme que M. Barbet, patron d'une entreprise d'indiennes de Déville, voulait réduire de 0,50f le salaire de ses ouvriers, une

foule où femmes et enfants sont nombreux, se porte vers le bois que possède à Maromme cet ancien Pair de France. La forêt est mise en coupe avec méthode. Les soldats envoyés pour fermer ce chantier singulier, sont repoussés par la population. Toutefois un certain nombre des acteurs sont arrêtés et emprisonnés à Rouen.

A Brionne et Bernay, les ouvriers des filatures se rassemblent, drapeaux et tambours en tête, somment les patrons de comparaître et leur arrachent une augmentation des salaires et l'arrêt d'un métier à tisser de provenance anglaise.

Mais le chômage s'amplifie. Les ateliers municipaux de Rouen qui comptaient 4000 chômeurs en 1847, en accueillent 8000 le 23 mars, 9500 le 30 et 14000 à la fin avril 1848. La municipalité est contrainte d'instaurer une taxe de 10 centimes, qui s'ajoutent aux 45 centimes du gouvernement provisoire. Le patronat s'insurge contre le nouveau taux des rémunérations. La presse bourgeoise accuse les ouvriers au chômage et ceux qui réclament l'augmentation des salaires : *"Votre agitation*



Barricades en 1848 à Paris; gravure d'époque

soyez sages, consentez à certains sacrifices, l'ordre et le seul remède à la crise".

Le "Journal de Rouen" présente les actions ouvrières comme le fait d'agitateurs "étrangers à la localité" et "désavoués par les bons et honnêtes ouvriers qui forment l'immense majorité." Ces propos sont bien loins de la réalité...

Le 27, à Rouen, une foule composée en majorité d'ouvriers des ateliers de charité, prend d'assaut la prison pour y délivrer les habitants de Maromme arrêtés après la mise en coupe réglée du bois de M. Barbet.

Le 1^{er} avril, à Lillebonne, la Garde nationale tire sur une manifestation : 6 morts et de nombreux blessés. On s'attend à Rouen, à une nouvelle collision sanglante.

A l'approche des élections fixées aux 23 et 24 avril, les journaux agitent le spectre de l'anarchie et du socialisme. Deux listes sont en présence, la liste Sénard, placée sous le patronage de Lamartine et la liste du Comité Deschamps qui apparaît comme la liste ouvrière, à caractère démocratique et social.

Au soir de la proclamation des résultats, apparaît avant-tout le caractère modéré de l'opinion rouennaise.

La liste de Frédéric Deschamps est sévèrement battue et ne l'emporte à Rouen que dans le 4^{ème} canton, avec 66,5% des voix et dans le 6^{ème} canton, avec 64,4%. Ces deux cantons urbains recouvrent les quartiers populaires de l'est de la ville et de St Sever sur la rive gauche.

Dans les autres cantons, si la liste Deschamps l'emporte à Maromme avec plus de 58% des voix, elle est battue à Darnétal avec 47,7%, et n'obtient que 24,3% pour l'ensemble de la Seine-Inférieure.

En ce soir de proclamation d'élection, des bagarres éclatent place de l'Hôtel-de-Ville entre les ouvriers et la Garde Nationale. Repoussée par une charge de cavalerie, la foule se replie dans les ruelles voisines. Le tocsin appelle aux armes.

Tout l'est de la ville se couvre de barricades; on en compte 16. Trois autres sont dressées à St Sever. C'est l'insurrection qui ne durera qu'une journée : Depuis plusieurs jours

un plan de répression est préparé que le Général Ordener applique rigoureusement. On ne parle pas.

Deschamps s'efforce de régler pacifiquement le conflit, mais échoue. C'est au canon et à la mitraille qu'on enlève les barricades derrière lesquelles les ouvriers sont pourtant sans armes.

Le lendemain à midi, la région rouennaise est calme. On compte 59 morts du côté des insurgés (selon d'autres sources, on en dénombrait 34) ; aucune victime grave du côté de la garde nationale et des troupes de la ligne.

Des troubles analogues se sont produits à Elbeuf et ont eu le même résultat. Cet affrontement sanglant préfigure les journées parisiennes de juin 1848 et marquent à Rouen le début de la réaction politique et sociale.

Dans les usines qui ouvrent leurs portes au lendemain des émeutes d'avril, et sont plus nombreuses après les journées parisiennes de juin, les conflits opposent immédiatement les patrons et les ouvriers qui réclament l'application des Arrêtés signés par Deschamps en mars. Les patrons s'y refusent avec l'appui du nouveau préfet Dussard. Partout sont bafouées les dispositions législatives relatives à la durée du travail. Le 15 août 1848, Adolphe Blanqui, frère d'Auguste, écrit au Ministre: "*On paraît être revenu au travail de 13 et même 14 heures*".

Dès la fin avril, les militants sont arrêtés pour complicité présumée dans les émeutes ou poursuivis pour tentative de reconstitution des organisations de propagande politique; Les républicains avancés recourent alors à des formes d'action clandestines. Face aux persécutions, les meilleurs militants restent inébranlables. Furet, jeune architecte de 23 ans, ancien rédacteur au "Républicain" est arrêté en mai 1849 et réaffirme hautement ses convictions démocratiques et sociales devant le tribunal. Le préfet qui le visite dans sa cellule quelques mois plus tard s'indigne de trouver, gravés sur le mur, ces quelques mots: "*Aux révolutionnaires de 1793, ceux de 1848 reconnaissants*".

En 1979: C'est "Radio-CGT-76"

Un aspect du combat de la CGT pour le droit à l'information

par Serge Laloyer

Avant juin 1981, la législation française interdisait l'existence de radios autres que celles contrôlées par l'Etat, c'est-à-dire les émetteurs nationaux et régionaux de Radio France, quelques exceptions existant pour R.T.L., Europe 1, RMC et Sud Radio,

La CGT avait beaucoup de difficultés pour se faire entendre sur les ondes, y compris à la télévision. (Mais est-ce que cela a vraiment beaucoup changé ?)

Comment surmonter cette difficulté afin de faire connaître les luttes menées par les salariés et les propositions de la CGT ? Cette question, récurrente à la CGT a trouvé une réponse en cet automne 1979 par la création d'une radio de lutte: Radio CGT 76.

En 1979 les sidérurgistes de Lorraine, qui luttent contre la fermeture des aciéries et les licenciements qui les accompagnent, décident, de créer à Longwy une radio intitulée "Radio Lorraine-Cœur-d'Acier".

De son côté, la CFDT de Longwy crée sa propre radio.

Un coup d'envoi est donné, un défi est lancé au gouvernement. Plusieurs radios indépendantes du pouvoir politique émettent sur une région en lutte. L'expérience de "Radio-Lorraine Cœur d'acier" durera de nombreux mois, protégée et animée par les militants avec le soutien du bureau confédéral de la CGT.

Très vite, l'exemple sera suivi par l'UD-CGT du

Nord qui crée "Radio Quinquin".

Une idée qui fait son chemin en Seine-Maritime.

Rapidement l'Union Départementale CGT de Seine-Maritime cherche à se donner les moyens de créer une radio à l'image de ce qui se faisait en Lorraine et dans le Nord. Mais pour cela il faut trouver les moyens techniques ce qui n'est pas une mince affaire. - Est-il utile de rappeler au lecteur que ces moyens techniques n'étaient pas en vente libre ? La confédération CGT s'engage dans cette bataille et lui donne une dimension nationale. Cela aurait été impossible sans son aide.

Le 7 novembre 1979, "Radio CGT 76" commence à émettre. L'émetteur avait été discrètement installé dans l'appartement de Georges Jonquais, militant de la CGT, ancien résistant et militant communiste, dans la tour HLM n°4 de Saint-Etienne-du-Rouvray. Toujours aussi discrètement des militants CGT avaient installé l'antenne émettrice sur le toit de la tour.

La radio émet en continu de la musique, mais aussi des débats et des informations se succèdent. Les travailleurs téléphonent et débattent en direct avec les dirigeants de l'UD, transformés en animateurs de radio, avec l'aide de vrais journalistes. On écoute la radio de très loin. Dès la première émission, popularisée par tract, l'UD-CGT appelle les travailleurs à assurer la protection de l'émetteur.

Le 12 novembre à 20 h, "Radio CGT 76" cesse temporairement ses émissions, alors que la foule entoure l'immeuble pour protéger l'évacuation du matériel; Bernard Isaac déclare au nom du bureau de la l'UD-CGT,

"Vous qui écoutez "Radio-CGT-76", votre radio, avec une attention soutenue depuis mercredi dernier, c'est-à-dire depuis 6 jours, je suis mandaté par la direction de l'UD-CGT de Seine-Maritime, en accord avec le Bureau confédéral de la CGT pour vous informer que nous avons décidé d'arrêter temporairement nos émissions ce soir, lundi 12 novembre à 20 h,

Notre décision n'est pas motivée, vous vous en doutez, par le jugement de classe qui a été rendu contre nous. Notre décision est motivée par le fait que la CGT est déterminée à poursuivre son combat pour : le droit à l'information à la radio, à la télévision et dans la grande presse, pour briser le boycott orchestré contre elle.

Elle a décidé d'organiser de telles expériences

dans de nombreux autres départements, et comme dans l'état actuel des choses, nous n'avons pas les moyens suffisants pour que chaque département se dote d'un tel matériel moderne d'information comme celui qui a servi à réaliser "Radio CGT 76", ce matériel va servir à d'autres départements. (...)

En effet, "Radio CGT 76" a atteint son but. Elle a prouvé que les travailleuses et les travailleurs actifs, retraités ou sans emploi, du manœuvre au chercheur ont soif, ont besoin d'une véritable information, d'une radio de qualité. Même si la nôtre a eu quelques lacunes techniques, l'ampleur du soutien qu'elle a recueilli de toute part, y compris de la part d'agents de la force publique qui nous ont fait connaître leur soutien et leur approbation. Les nombreux coups de téléphone que nous avons reçus à l'Union Départementale CGT et à cette radio, l'ampleur du soutien financier que nous avons recueilli en attestent.

Pour vous toutes et vous tous qui avez écouté et soutenu, "Radio CGT 76" a apporté un souffle de vérité, de liberté et de démocratie.

Elle a permis de mieux connaître la CGT nationalement, et en Seine-Maritime tout particulièrement. Elle vous a permis de mieux connaître l'ampleur des domaines dans lesquels la CGT intervient (...).

Les émissions de "Radio CGT 76" cessent temporairement. Nous devons passer le relais à une autre région, Mais il est bien évident que la CGT est déterminée à tout mettre en œuvre avec vous pour gagner le droit à l'information sur les grands moyens d'information que sont la radio la télévision, la grande presse. Si nécessaire, elle est décidée, en plus de la diffusion des journaux, la Vie Ouvrière, Antoinette, et Options, à se doter définitivement d'instruments modernes, comme ceux que nous avons utilisés pour "Radio CGT 76" afin de faire entendre sa voix et la vôtre "

La répression ne se fait pas attendre

Le gouvernement n'était pas resté indifférent à cet émetteur "pirate" La répression allait très vite s'abattre sur ceux qui mettaient en cause le monopole de l'Etat sur la diffusion radiophonique et occupaient illégalement les longueurs d'ondes F.M.

En Seine-Maritime, les dirigeants de l'UD étaient convoqués par la police le 21 novembre 1979 pour être entendus pour :

- avoir mis en cause le monopole de diffusion

radiophonique,

- installation illégale d'émetteur
- utilisation d'une tour HLM sans autorisation du propriétaire,
- diffusion de musique sans autorisation de la Sacem,

La riposte de la CGT ne se fera pas attendre. Une manifestation sera organisée pour accompagner les dirigeants de l'Union Départementale jusqu'au siège de la Police Judiciaire.

Par la suite, ils seront convoqués par un juge d'instruction de Caen, sans doute pour échapper à la pression des travailleurs. C'était sous-estimer la combativité des militants de la CGT. Plus de 200 d'entre eux accompagnèrent les responsables de l'Union Départementale au Palais de Justice de Caen,

Mais là, les forces de police chargent les manifestants, ce qui amène les responsables syndicaux à refuser de rencontrer le juge d'instruction. Le procès n'aura jamais lieu.

Quelques mois plus tard, avait lieu la campagne pour les élections prud'homales. C'était la première fois que les salariés allaient pouvoir voter pendant leur temps de travail et les patrons avaient obligation d'inscrire tous les salariés sur les listes électorales.

L'Union Départementale CGT saisit cette occasion pour remettre en place un nouvel émetteur-radio, installé cette fois à Canteleu dans une maison appartenant à la mairie, avec le soutien du maire communiste, Marcel Letessier qui avait été, de nombreuses années, secrétaire de l'UD. Cette nouvelle expérience radiophonique durera une semaine,

Le 10 mai 1981, la victoire de la gauche à l'élection présidentielle avec François Mitterrand, les radios locales furent légalisées. La lutte de la CGT pour libérer l'information n'est pas étrangère à cette victoire. Les journalistes, qui avaient participé à cet initiative comme ce fut le cas à Rouen comme à Longwy, seront intégrés, dans le service public.

Toutes ces initiatives pour démocratiser l'information vont contribuer au bouleversement de l'audiovisuel, et permettre l'existence de radios F.M. indépendantes. Toutefois, si pendant une courte période, des radios véritablement libres ont vu le jour, les grands groupes capitalistes se sont emparés du secteur.

Le droit à l'information reste un combat d'actualité pour l'organisation syndicale et le monde du travail.

Notes:

- 1- Archives de l'UD-CGT

Un grand chantier:

Notre contribution au Dictionnaire Biographique du Mouvement Ouvrier.

Le Maitron

(période 1948-1968)

Notre institut a décidé de contribuer, à la demande de l'Institut National de la CGT, à l'élaboration de la partie Seine-Maritime du Dictionnaire Biographique du Mouvement Ouvrier, pour la période 1948-1968.

C'est un travail de longue haleine, auquel nous nous sommes attelés.

En effet, il n'est rien de moins simple que de réunir des listes de militants syndicaux sur une telle période, et de s'attacher à construire des biographies. Nous avons besoin de la contribution de tous, pour avancer dans ce travail.

Gilles Pichavant

Qu'est-ce que le Maitron?

Le maïtron est un dictionnaire biographique du mouvement ouvrier français qui est élaboré depuis 1955 couvrant deux siècles de militantisme. Cette initiative a été prise par Jean Maitron (d'où le nom de l'ouvrage).

Il comporte aujourd'hui plus de 110 000 biographies, réparties dans 44 volumes. Toutes les notices biographiques ont été regroupées dans un seul CD-ROM, outil moderne et puissant.

le "Maitron" fait aujourd'hui autorité dans les milieux scientifiques.

Il a pour perspective de contribuer à la connaissance historique du mouvement ouvrier,

compris comme moment de l'histoire générale, mais aussi comme instrument de combat et d'espoir générant une pratique, un projet.

Dans ce contexte, le mouvement syndical et notamment les militants de la CGT y ont toute leur place. Encore faut-il être en capacité de les recenser. C'est là que la difficulté commence ! C'est là que la nécessité d'avoir des archives et de les conserver en état s'affirme !

Qui recherche-t-on?

Notre Institut travaille à la connaissance des militants qui ont fait la CGT pendant la période de l'après-guerre jusqu'à 1968.

Notre projet est d'avoir une vision large et profonde du mouvement ouvrier. Dans un article paru dans "les Cahiers d'Histoire" (n°70), Jacques Girault, qui a travaillé sur les 5000 biographies de militants dans le Var jusqu'à 1939, nous explique sa conception que nous partageons:

"Que n'ai-je entendu ou lu de remarques ironiques, parfois un peu désobligeantes, sur l'inflation des militants du Var? Jean Maïtron avait-il perdu tout sens de l'équilibre quand il accepta de présenter un peu plus de 5000 notices varoises? Dans une note de la page 233 du tome XVI, il écrivait: "Le Var compte quelques 5000 biographies, donc plus que tout autre département. Cela tient à l'importance de Toulon et de la Seyne sur Mer en ce qui concerne le Mouvement Ouvrier mais aussi et surtout au fait que dans cette région, les frontières politico-sociales nous ont paru moins nettes qu'ailleurs ce qui nous a conduit à faire montre de moins de rigueur dans le choix des militants retenus"

Il poursuit plus loin: "Jean Maitron avait, à sa manière, contribué à l'esquisser (cf: "une problématique d'ensemble du mouvement ouvrier") par ses élargissements vers les petits, les inconnus du mouvement. Pourquoi ne pas examiner le mouvement ouvrier dans son épaisseur locale, régionale?"

L'intérêt d'une telle conception est énorme: "Ainsi se profile une liste de responsables locaux. Ils apparaissent dans un comité de soutien pour une élection; ils écrivent sur une affaire locale; ils participent à la vie associative."

Une telle démarche développée dans un département comme le Var, ne pourrait-elle pas se concevoir en Seine-Maritime? Ne faut-il pas, en conséquence, aller le plus bas possible dans les responsabilités syndicales ? Pourquoi ne pas aller jusqu'au délégué du personnel ?

Où en est notre travail?

A l'heure actuelle nous en sommes à recenser des noms de militantes et de militants ayant eu un mandat au sein de la CGT en Seine-Maritime.

Nous travaillons à partir des archives de l'Union Départementale, mais aussi de celles des Unions Locales, et des gros syndicats comme celui des PTT.

Le dépouillement des Congrès de l'Union Départementale CGT est pratiquement terminé, tout comme ceux de l'Union Locale du Havre.

Nous avons pris le parti de noter aussi les militants qui prennent la parole dans les congrès, ainsi que des militants qui n'auraient pas été élus par les congrès.

Ce dépouillement d'archives nous a donné déjà près de 800 noms de militants dont nous travaillons aux biographies. Cependant ces notices sont souvent limitées à:

- La profession
- la période où le militant a été élu sein d'une Commission Exécutive
- Le syndicat d'origine

Nous avons besoin d'en savoir plus sur ces personnages; beaucoup plus ! Il s'agit de biographies. Nous devons rechercher leur origine, leur état civil, leur parcours professionnel, syndical, mais aussi coopérateur, mutualiste ou citoyen.

Notre ambition est de ne rien édulcorer, ne rien cacher, les conflits, les débats voire les controverses auxquels ces camarades ont participé.

Comment nous aider?

Vous trouverez dans les pages suivantes une liste de noms classés par ordre alphabétique. Vous pouvez nous apporter beaucoup:

- Vous connaissez, ou vous avez connu, un ou plusieurs d'entre eux. Contribuez à en écrire l'histoire en nous apportant votre témoignage.
- Le nom d'un militant vous en évoque un autre, absent de la liste: signalez-le nous !
- Le nom d'un militant vous évoque un événement particulier, une grève, campagne électorale, un engagement etc. ne gardez pas cela pour vous tout seul.
- Vous avez en votre possession des documents, notes, articles de presse etc. Faites en des photocopies et envoyez-les nous accompagnées de vos commentaires et témoignages.

ABBAYE Claude
ABRAHAM Emile
ACCOULON Louis
ALAUX
ALLAIN Michel
ALLIX Hubert,
ALEXANDRE
ALEXANDRE Charles
ALTRICHTER
ANCELOT Michel
ANGRAN Maurice,
AOUSTIN Pierre
ARCHAIMBAULT Guy
ARNERIN
ARSENE Marcel
ARZUR
ASSENARD Janine
AUBRUCHET Juliette
AUBRY Pierre
AUTRET Jean
AUZOU Alfred
AYOUL Henri
BACHERY Alfred
BABIN André
BAILLEUL François
BAKOUR Henifi
BALLAVOINE Léon
BARD
BARBE
BARON Henri
BARQ Jean-Louis
BARRE Bernard
BARRE Claude
BARRAY Raymond
BATARD Henri
BAUDROIT Georges
BAUDROIT Suzanne
BAUER Gérard
BAURIN André
BEAUVAIS Jacques
BEOIST Adrien
BEGOS Yves
BELHACHE Paul
BELLANGER Jérôme
BELLANGER Marcel
BELLANGER Yvonne
BELLAVOINE Léon
BELLOU Auguste
BENARD
BENOIT Annick
BENOIT
BENOIT Emile
BENOIT Fernand
BERGOGNE Marcel
BERNARD Raymond
BERNOUY Jean
BERTHEUIL Julien
BERTIN Albert

BERTRAND Renée
BESNARD Guy
BESSON Yves
BETAILLE Guy
BEUCHER Roland
BEURUER Baptistin
BEUTTIER Gilles
BEUZELIN Fernand.
BILLARD Madeleine
BILLOUIN
Mme BIS
BISCH Pierre
BIVILLE René
BLANCH Pierre
BLIN Roger
BLONDEL Fernand
BLOT Pierre
BLUET Pierre
BOCQUET
BODO Claude
BOEUFGRAS Armand
BOILAY René
BOILLET Raoul
BOISSON
BONHEUR Bernadette
BONNARD Julienne
BONNARD Yvon
BONNET Gustave
BOQUIER
BOTHEREAU Robert
BOUCHER Gaston
BOUCHER Jean
BOULET Charles
BOURDAIS
BOURDET André
BOURGOIS Irénée
BOURSE Janine
BOUTEILLER Pierre
BOUVARD Alain
BOUVARD Bernadette
BREARD Roland
BRENGUIER
BREVIL
BRIAND François
BRIAND Lilianne
BRIARD Yvette
BRUGUET Bernard
BRUNET Claude
BRUNET Michel
BRUNIE
BRUTAILS
BUAILLON
BUARD Camille
BUREL
CABAN Henri
CABELLO Alphonse



Biographies de militants CGT en Seine Maritime

Connaissance des militants syndicaux des syndicats CGT de la Seine-Maritime (en vue de l'élaboration d'une biographie à publier dans le "Maitron").

Ce camarade a eu des responsabilités syndicales dans la période 1948-1968 (au syndicat et ailleurs)
(exemple: Commission Exécutive - Secrétariat - Section Syndicale - CHS-CT - CE -etc.)

|| (à remplir même si l'on ne trouve son nom qu'une seule fois élu à la CE du Syndicat ou de l'U.L.)
(Si on ne connaît que son nom: mettre son nom)

NOM: _____ Prénom: _____ Sexe: _____

Qualifications et emplois successifs dans l'entreprise	dates
-	
-	
-	
-	
-	
-	

S'il a quitté l'entreprise ou le département où est-il allé?

Compléments éventuels: (ex: autres emplois avant d'arriver à l'entreprise, apprentissage etc.)

Activité Syndicale: Syndicat et entreprise: _____

Année d'arrivée au Syndicat: _____ Fédération: _____

U.L: _____ Année d'adhésion à la CGT: _____

Autre Fédération: _____ Autre entreprise: _____ époque: _____

Responsabilités et mandats au syndicat / dates

- Election à la CE/ Bureau en

-

-

-

-Départ de la CE en: _____ Motifs: _____

Compléments (participation à des événements, guerre d'Algérie, sanctions pour activité syndicale (avec dates), tribunaux, mais aussi démission d'autres syndicats ou de la CGT)

Parcours extra-professionnel et/ou citoyen

(candidatures et élections, conseil municipal, maire, etc., adhésion à un ou plusieurs partis politiques, à une ou plusieurs associations, mouvement de jeunesse etc.) dates

-
-
-
-
-
-
-
-
-

Renseignements complémentaires (si possible)

Date de naissance:

Lieu:

Dépt:

Eventuellement date de décès:

Lieu:

Dépt:

Ecole primaire:

Commune:

Dépt:

Collège:

Commune:

Dépt:

Lycée/CET:

Commune:

Dépt:

Diplômes:

Nom du père:

profession

Nom de la mère:

profession

Ses parents avaient-ils un engagement syndical ? politique ? associatif ? autres ?

-
-
-

Notes complémentaires (ex: "le camarade a pris sa retraite dans le Morbihan en 1975" ou "il habite à", ou "son fils habite à", etc.)

Une anecdote que vous tenez particulièrement à faire connaître ou une information que vous souhaitez développer:

Coordonnées du camarade qui a rempli le document:

Date

Nom: _____ Prénom: _____ Tel: _____

Adresse: _____

Code Postal: _____ Ville: _____

Informations complémentaires : _____

Questionnaire à renvoyer à "IHS-CGT-76, 30 chemin de la Planquette 76130 Mont-St-Aignan"

CADORNE Robert
CAILLEUX Théophile
CALBRIX André
CAPRON Jean-Claude
CAMUS André
CANU Emile
CARMON Claude
CARON Raymond
CASTELLI Janine
CASIER Narcisse
CATEL
CAUDRON Hélène
CAUCHOIS L.
CAUCHY
CAUDRON Hélène
CHAL Marcelle
CHALOINE Pierre
CHAMBERLIN
CHAMBON
CHARBONNIER
Raymond
CHARLES Roger
CHARPIOT Raymond
CHASTANNET
CHAUMANT
CHAUMANT A
CHAUMERON Pierre
CHEDEVILLE Emile
CHERON Jacques
CHEVALLIER L.
CHOPART Daniel
CLEMENT Bernard
CLERET Jacqueline
CLERET Lucien
CLOUET
COEURDACIER
COFFE Anne-Marie
COCATRIX
COHOU M.
COLIGNON Robert
COLLET André
COLOMBIER
COPPENS Maurice
COULON André
COUTARD Michel
COMUT Claude
CONFAIS
COPPENS Lina
CORMONT Jean-Louis
CORNU Pierre
CORNU
COSTE Bernard
COUDRAI Suzanne
COVILLE
COZIC Noël
CRETIEN Daniel
CREVON Jean
CROCHET Marc

CROCHET Robert
CRUSSON Thérèse
CUVILLIEZ Christian
DAENS Benoit
DALIER Huguette
DALIGAULT Almire
DAMBRINE Jack
DANAIS Louis
DAUBEUF Roger
DAVY
DEBRIS Emile
DEBRIS Jean
DECHAVANNES
André
DECOCQ Roger
DECROVILLE André
DEFORTESSU Jacques
DEHODENG Jacques
DELABRIERE
DELAHAYE Jacques
DELAMARRE Claude
DELAMARRE Gabriel
DELAMARRE Roland
DELAPLACETTE
Bernard.
DELARUE
DELARUE Georgette
DELAUNAY
DELEDICQUE Jeanne
DELESQUE Robert
DELESTRE Simone
DELMERE Lucien
DEMARRES Pierre
DEMANNEVILLE
Henri
DEMERCATEL
Eugène
DENNEBY Bernard
DEPERRAZ Guy
DEPINAY Pierre
DESAINT DENIS René
DESANSAC Gilles
DESJARDIN
DESHAYS Fernand
DESMARRES Pierre
DESSAUX Jean-Pierre
DEVAUX Bernard
DEVAUX René
DIEUDEGARD Eugène
DION Paulette
DOLIQUE Marcel,
DOLIQUE Victor
DOME René
DORIVAL Pierre
DOURY René
DOYEN Théodule
DREVILLON François
DROUET

DROUILLAS Jeanne
Mme DUBOC
DUBOC Auguste
DUBOC Pierre
DUBOIS Roland
DUCASTEL François
DUCHEMIN
DUCLOS André
DUCLOS Jean
DUBOSQ
DUCROCQ Jules
DUE Michel
DUFLOS Félicien
DUFRESNE Jean
DUHAMEL Jules
DUJARDIN Albert
DUJARDIN Antoine
DUMAIS Alfred
DUMONTIER Pierre
DUPAS
DUPONCHEL Rémy
DUPONT Lucien
DUPONT Yves
DUQUESNE Alain
DURIEZ Bernard
DUTOT
DUVAL
DUVAL Jean
DUVAL Louise
DUVEY Jean-Claude
DUVIGEANT Guy
DUVIVIER Yves
EDON Paul
Mlle EGLER Huguette
ENGELHARD Jean-
Pierre
EUDE Elisabeth
EUDE Gérard (*EUDES*)
EUDIER Louis
ESPAGNOL Jean
ETIENNE Maurice
FABRE R.
FAGOT Lucien
FAMERY Roger
FAUCON Lucien
FAUQUET Jean-Yves
FAVENNEC Louis
FERAY Georges
FERET Abraham
FERET Louis
FERMANEL
FERON André
FERON Georges
FERON Joseph
FERRY Robert
FESSARD Samuel-Jean
FEVRE Gaston
FEVRIER Félix

FLAMANT Maurice
FLANDRE Claude
FLECHY Albert
Mme FONTAINE
FONTAINE Henri
FONTAINE Marcel
FOLLAIN Bernard
FOLLAIN Janine
FORCHY Hélène
FOUACHE Raymond
FOURRIER Georges.
FRANCIS André
FREVILLE Désiré
GAILLON
GALLAIS (*Gallet*)
GANDAUBERT Roger
GAONACH François
GASCOIN André
GAUDU
GAULARD Robert
GAUTRON Hélène
GEORGET Jean
GERVAIS Henri
GIBEAUX
GIFFARD Madeleine
GILLES Jacques
GIRARD Raymond
GOAPER René
GODEBY Roland
GODIN Emile
GOSSELIN Nicole
CORDIER Raymond
GOUBET
GOUGEON René
GOURDIN
GOURMELIN
Madeleine
GRANDPIERRE Michel
GRELET Roger
GRENIER Charlotte
GRENIER Gilbert
GREUX Robert-Marcel
GRONIER Lucien
GROSSET Maurice
GUERET Paul
GUERRIER
GUEROULT Robert
GUERROULT Nelly
GUILLOTTE Gabriel
GUINARD Pierre
HACHE
HAINCOURT
Théophile
HALLE Michel
HAMEL
HAMEL Jean
HAMEL Roland
HAQUET Georges

HAQUET Guy
HARDY Jean
HAUCHECORNE
Marcel
HAUTOT
HAVARD Georges
HAZARD René
HEBERT
HEITZ Richard
HENRI Michel
HERICHER Charles
HERMANTIER Pierre
HERTEL Joseph
HERTEL Renée
HERVIEU
HEUZE Bernard
HICHOUR Belkacem
HINFRAY Maurice
HOCDE
HOINVILLE Fernand
HOMONT René
HOUARD
HOUEVILLE Henri
HOUIS Claude
HUBAILLE Marcel
HUNOUT Jean
HUOT Bernard-Edouard
HURE Gilberte
HURET Arthur
HUTT Fernand
ISAAC Bernard
ISAAC Marcelle
JACQUELINE Gérard
JEANNE Maurice
JOCHEM Louis
JOSSE Raymond
JONQUAIS Georges
JOUAN Georges
JOURDAIN André
JOURET
JOUVIN Louis
JULIEN Jean
JULIEN Michel
KERGUIDUFF Robert
Mme KERGUIDUFF
KOUKOUCH
LABBE André
LACAILLE Gilbert
LACOSTE Jean
LACOUR Yves
LACREUSE Bernard
LACRIQUE Jean
LACUISSE Maurice
LADIRE
LAFARGUES Georges
LAFONTAINE Joseph
LAGAIN François
LAILLET Robert

LAINÉ Jacques
LAINÉ Roger
LALLIER Charlotte
LALANNE Jean
LALOYER Serge
LALVEE Lucien
LAMIDEL Jean
LAMY Fernand
LANDORMI André
LANGLOIS André
LANGLOIS André
LANGRAND Guy
LAPEYRE Marcel
LAPPEL Marcel
LARGESSE Pierre
LAUREAU Henri
LAURENT Monique
LAUX Irène
Mlle LAVIGASSE
LEBAILLIF Roger
LE BEAUDOUR René
LEBERQUIER Pierre
LEBERTOIS
LEBEY Bernard
LE BIHAN Jean
LE BIHAN Jacques
LEBOUCHER
LEBOULEUR Jean
LEBOURGEOIS Jean
LEBRUN Adrien
LEBRUN Eugène
LE BUGLE Roger
LECACHEUR
Raymond
LECAT Louis
LECAT Marcel
Madame LECAT
LECADRE Pierre
LECAVELIER DES
ETANGS J.C.
LECHEVALLIER
Louise
LECLERC
LECLERC Albert
LECLERC Claude
LECLERC Michel
LECLECH Gérard
LECOCQ André
LECOLLEN
LE CORRE Robert
LE COSQUER Jean
LECOMTE Joseph
LECRAS Alfred
LECROQ
LECRONCQ
LECROUC Robert
LE CUNFF
LE DIAGUER

LEFEBVRE Roger
Mme LEFEBVRE
LEFEBVRE
LEFEBVRE Fernand
LEFRANCOIS Bernard
LEFRANCOIS Emile
LEFRANCOIS Pierre
LE GALL Marcelle
LEGARS Gilbert
LE GAUDU Georges
LEGAGNEUX Fernand
LEGAY Lucien
LEGONIN Georgette
LEGOUARDER
François
LE GOUZOUGUEC R.
LEGRAND
LEGRAS Albert
LE GRIFFON Pierre
LE GUIGUEHER
LEHOUX
LEJEUNE Roger
LELAY
LELEVIER Claude
LEMARCHAND Paul
LE MAREC Roger
LE MARRU Roger
LEMAÎTRE Jean
LE MENOUER Albert
LEMERCIER
LEMERCIER E
LEMERCIER G
LE MERCIER Roger
LEMESLE Arlette
LEMIRE Josiane
LE MINTER François
LEMONNIER Roger
LE MUR
LENEUVEU Léon
LENDORMY
LENORMAND
LENOIR Michel
LEPAGE René
LEPERTOIS
LEPICARD
LEPRETRE Yvette
LEPREVOST Jacques
LEPREVOST Pierre
LEROY
LEROY Eliane.
LEROY Georges
LEROY Jean-Claude
LEROY Marthe
LESAGE Raymond
LESCOUAT Yves
LESERGENT
LETELLIER Max
LETELLIER René

LETESSIER Marcel
LETEURTRE Louis
LETOURNEUR
Christiane
Mlle LE TRIVIDIC
LEVARD Honorine
LEVASTRE Guy
LEVIEUX Honoré
LEVISTRE Gérard
LEVOYER Janine
LHERICEL Georges
Mlle LIBARRE
LIBE Charlotte
LIMARE Edmond
LOJOU
LOQUET Claude
LOISELIER André
LOROT
LOUEDIN
LOUIS Francis
LOUVEL Henri
LUCAS René
LUCAS Marie-Thérèse
L'HOMME Albert
MABILLE Jacques
MADIC Christiane
MAGNIN Roland
MAINKA Henri
MALANDAIN Claude
MALVASIO Jean
MAHEUT
MAHIEUX Roger
MANDON
MANSIRE Bernard
MANSON Jacques
MAQUENNEHAN Jean
MARAGE Jean
MARAIS Jean-Pierre
MARCHAND Fernand
MARCOTTE Henri
MARCOUILLEUX
Pierre
MARENGOTTO
MARECHAL Eugène
MARICAL Robert
MARIE J
MARIE Xavier.
MARIEL
MARIETTE Maurice
MARINIER Jacques
MARTIN André
MARTIN Joseph
MARTIN René
MARTINIÈRE
MARTOT Alexandre
MASCOT Guy
MASSENEY Martine
MASSEY François

MATHIAS Marcel
MAUCONDUIT
MAUFFROY Gilles
MAURICE Suzanne
MAUSSION Jacky
MAZE Pierre
MEDIEU Louis
MELIOR Marcel
MENOUEUR Albert
MERAUD
MERCIER
MEUNIER Maurice
MEZERETTE
MICHEL Christian
MICHEL Monique
MICHEL Pierre
MICHOTTE Jacques
MICILLE
MILLAR Maurice
MILLIE André
MILLON Maurice
MISSIRE
MOLLIEN
MOLLIEN Christian
MONFORT Yves
MOREAU René
MORISSE Jean
MOTTET Jack
MOUCHEL Marguerite
MOULIN Lucien
MOULIN Pierre
NAZE Pierre
NENOT Axel
NEVEU
NEUVEU Laurent
NOËL André
NOËL Claude
NOLENT Lucien
NOTHEAUX Andrée
OBLIN Eliane
OLIVIER
OLIVIER Maurice
OLIVIER Louis
Mme ORANGE
ORTHIS
OSWALD Aloïse
PADET
PAGNY Léon
PANEL André
PARFAIT Léon
PARFAIT Michel
PARIN Robert
PARMENTIER André
PAULMIER Bernard
PAYNEAU Christiane
PELLETIER Robert
PELLARIN Alfred
PENE Jacques

PENNEC Denise
PERCHEY Jean
PERDON Hilaire
PERMENTIER Roger
PERREAU Fernand
PERON Lucien
PERROT Albert
PERROT René
PESSY Jacques
PETIT Alain
PETIT André
PETIT Claude
PEZIER Maryse
Mme PICARD
PICARD Roger
PICOT
PIERRE Michel
PIERRAIN Lionel
PIETERS Charles
PIGAL
PIGNE Théodore
PIN René
PINCEAU
PINOT Pierre
PIQUET Jérôme
PIQUET Marcel
PIREZ Manuel
PLANCHE Roland
PLANTY Paule
POIRIER Michel
PONSOT Moïse
PONTHIEU Jean-Pierre
PONTHIEU Janine
PORTIER Jean-Pierre
POTEL
POUPARD Denise
PRATBERNON Pierre
PREVOST Jacques
PREVOST René
PREVOTS Robert
PRIOUT Maurice
PRIVAT Colette
PRIVAT Robert
PRONNIER Bernard
PRUVOST Jacques
QUEDVILLE Gaston
QUEMENER
QUENEN Serge
QUERTIER
QUESNEL Henri
QUESSANDIER Henri
QUEVAL Rémi
QUIESSE Robert
RAGOT Gérard
RAILLOT Roland
RASSIN Pierre
RAUD François
RECOUËT Louis

Mlle RENAULT
RENDU Colette
RENIOUT Alexandre
RESSE Robert
RICHARD Claude
RIO Philippe
RIOLLAND Ernest
RISPOLI Emile
RIVAUT Marcel
ROBERT
ROBINE
ROCHE Anne
ROCK André
RODRIGUES Roger
RODRIGUEZ Manuel
ROGER Jean
ROGER Charles
ROLA
ROUSSEL Louis
ROUSSEL Pierre
ROUX Jacques
SAGER Raymonde
SAHORES Jean
SAILLY Betty
SAINT-PAUL
Christian
SAJOURS Michel
SALEN Jean
SALLIO
SAILLY Betty
SANNIER
SANSON Marcel
SARRET Jean-Marie
SAUNIER Marcel
SAUSSAYE
SAVARY Jean
SENARD Christian
SENECHAL
SENECOT R.
SETIF Maurice
SCOUR
SIMON Jean-Pierre
SLIMANI Messaoud
SPORRY Roger
SOLANET
SOLEM
SOUDAIS Jean
SOULES
SUARD René
SYMPHORIEN André
TATE Emilien
TACLET
TESSIER
TEURQUETY Daniel
TIRAN
TIRRUEL Gabriel
THERY Emile
THOMAS André

THOREL Lucien
THOUROUDE Charles
THUNE Liliane
TIPHAGNE Michel
TOURNEUR Marcel
TREBOT Georges
TREBOT René
TRUFFAUT Maurice
TRUSSARD Pierre
TOURNEMINE
TOUTAIN
TOUZE René
ULHINGER
VADELEAU Jean
VACHER Geneviève
VAILLANT Edmond
VAILLANT Maurice
VALENTIN André
VALENTIN Claude
VALENTIN Max
VALENTIN Suzanne
VALLEE Robert
VALLOIS Henri
VALSEMMEY Charles
VARD Serge
VARNIER Lucien
VARNIER Jean
VASSELIN Max
VASSEUR Abel
VAUBAILLON Louis
VAUBAN Jean-Charles
VAUCHEL Claude
VAURIN Edmond
VAUDRY Marceau
VEAU Gilbert
Mme VEREL
VERNEUIL
VETIER Jacques
VIANDIER
VIANDIER Guy
VIEL
VIGOR Jacques
VIGOR Jacqueline
VILLETTE Marcelle
VINCENT Georges
VINCENT Raymonde
VINUESA Toussaint
VITAL Jean-Jacques
VON ALLMEN
Jacqueline
VUE Pierre
WAGNER Gilbert
WOLKAERT
WUNCH
YVER Marcel
YVON Charles

La veille de l'inauguration du Parc des Chartreux

Meeting avec Marcel Cachin,

à Petit-Quevilly, le 28 août 1922

Les hasards d'une recherche aux Archives Départementales de Seine-Maritime nous ont fait découvrir ce texte que nous devons au zèle d'un commissaire de police. Il s'agit d'un rapport sur une réunion politique. Le premier intérêt de ce texte pour l'Histoire Sociale, c'est qu'il nous conduit à nous intéresser au contexte de la création du parc des Chartreux à Petit-Quevilly. Certes, chacun savait qu'il est célèbre pour les fêtes ouvrières et démocratiques qui s'y sont tenues et qui s'y tiennent encore? Les plus érudits nous diraient qu'il fût un haut lieu de meetings et de rassemblements grévistes, dans la région rouennaise, pendant des décennies. Le second élément c'est qu'il met en évidence l'intérêt du Maitron pour l'histoire sociale. Sans lui il serait difficile de savoir de qui notre policier parle, à l'exception bien sûr de Marcel Cachin. Enfin, il met en lumière des conceptions de luttes d'autrefois, aujourd'hui dépassées, dont certains restent nostalgiques, particulièrement dans une région comme la notre fortement marquée par l'anarcho-syndicalisme.

Gilles Pichavant

Préfecture du département de la Seine Inférieure,
Rouen le 28 août 1922.

Le Commissaire spécial de police de Rouen à
Monsieur le Préfet de la Seine Inférieure,

Comme suite à mon rapport N° 8534, du 25 courant, j'ai l'honneur de vous rendre compte que le meeting organisé à Petit-Quevilly, par le groupe communiste local, au profit de la "Russie affamée" a eu lieu samedi 26 Août, salle du Casino Rouennais, à 21 heures.

Au bureau avaient pris place:

M.M. Harlet(1), Adjoint au Maire de Petit-Quevilly, président, Bazin(2), Maire, et Lepez(3) secrétaire de la Fédération départementale communiste, membres.

M. Bazin a parlé le premier et a entretenu l'auditoire des travaux et du programme de la municipalité communiste Quevillaise. Il a refait l'histoire de l'acquisition par la commune, du Parc des Chartreux et a invité ses administrés à venir nombreux le lendemain dimanche pour assister à son inauguration officielle.

Marcel Cachin(4) a remplacé Bazin à la tribune.

Il a rappelé ses démêlés avec la justice à l'occasion des poursuites dont lui et d'autres militants sont l'objet pour les articles parus dans "Le conscrit". Il s'est félicité de ces poursuites qui vont donner lieu, d'abord à la Chambre, à un débat sur l'immunité parlementaire et, ensuite à un deuxième procès, qui seront autant de propagande efficace en faveur du communisme.

De plus il espère que les condamnations qui ne manqueront pas de frapper les militants seront un excellent stimulant pour ceux de la classe ouvrière qui ne peuvent sortir de leur torpeur.

Le deuxième point traité par l'orateur a été la situation de l'Allemagne, où les ouvriers et le peuple sont des plus malheureux, n'ayant plus rien à manger et ne pouvant plus s'habiller.

Après une dissertation sur les changes et la chute du mark, il a conclu que les capitalistes allemands et la bourgeoisie voulaient amener le peuple à la révolution afin de pouvoir appeler

l'armée française pour la réprimer et rétablir l'empire et la domination de la haute finance.

Enfin, il a terminé par un appel en faveur de la Russie dont il a fait l'éloge du Gouvernement, toujours debout après cinq années de luttes et voyant l'horizon moins sombre. Il a rejeté la responsabilité de l'état lamentable dans lequel s'était trouvée la Russie, sur les alliés qui avaient organisés le blocus de ce pays et qui, maintenant encore, lui refusaient les concours industriels dont il a besoin; il entrevoit le relèvement prochain et complet de la Russie et il a terminé en espérant que l'Allemagne suivie par l'Autriche ne tarderaient pas de l'imiter et que d'autres états ne pourraient plus attendre davantage pour faire leur révolution inévitable pour instaurer le règne du prolétariat.

Cachin a été acclamé à plusieurs reprises par une foule qui lui était acquise.

Sénécal(5), des dockers du Havre, en mission à Rouen, a-t-il dit, pour récolter quelques subsides en faveur des grévistes, a fait l'exposé de la grève du Havre (6).

Il a parlé longuement du retrait des pouvoirs de police au maire, manœuvre a-t-il dit, dirigée contre le maire du Havre par le Préfet qui tenait à se rendre agréable aux yeux du Bloc National; il a estimé que le maire avait eu tort de reprendre les pouvoirs qui lui avaient été enlevés, mais que la classe ouvrière ne voulait à aucun prix rentrer dans ces combinaisons voulues par le gouvernement pour tâcher de donner un caractère politique à une grève purement économique. Il espère que ce mouvement local est le précurseur de celui qu'il espère prochain, et en tous cas inévitable, qui délivrera la classe ouvrière de sa servitude.

L'orateur s'est félicité, aux applaudissements d'une salle en délire, que les troupes avaient fait demi-tour devant l'attitude résolue de la foule et il a ajouté qu'il considérait comme un crime, dans les circonstances pareilles, de faire appel au calme.

Il a terminé en remerciant les Quevillais de leur accueil et de leur aide.

Le soir s'est terminé par le tirage d'une tombola.

Aucun ordre du jour n'a été voté. La séance s'est terminée sans incident à vingt trois heures.

Il était perçu cinquante centimes d'entrée au profit des Russes. Les billets de tombola étaient vendus au bénéfice des grévistes du Havre. Enfin le programme des fêtes du lendemain était vendu au profit du Groupe Communiste.

Les cartes postales "Poincaré La Guerre" étaient encore mises en vente pour la propagande du journal "le Communiste"

le commissaire Spécial
Blaizac

Notes:

(1) HARLET Georges, Arthur

Né le 16 juillet 1883 à Notre-Dame de Gravenchon; mort en 1963 au Petit Quevilly.

Employé de commerce, administrateur et directeur de société coopérative, coopérateur, syndicaliste, socialiste puis communiste.

Issu d'une famille très modeste, Georges Harlet entra âgé de treize ans au service d'une maison de commerce où il resta seize années. A vingt ans il militait activement au Parti socialiste à Petit-Quevilly. En 1912, il fut élu conseiller municipal et réélu en 1919; en 1920 il donna son adhésion au parti communiste et devint adjoint-au-maire puis maire de sa ville.

(2) BAZIN Paul, Marcel

Né le 11 juillet 1890 à Petit-Quevilly; mort à Arpajon (Essonne) le 9 avril 1956. Fils d'un maçon. Tourneur sur bois en 1920.

Membre du parti socialiste depuis 1905, Paul Bazin remplit diverses fonctions au sein du groupe d'études sociales de 1908 à 1914, date à laquelle il fut mobilisé. Blessé et pensionné, il fut élu trésorier de la Fédération Socialiste de Seine Inférieure en 1918, lorsque les partisans de la gauche du Parti obtinrent la majorité.

Elu conseiller municipal puis maire de Petit-Quevilly en 1919. Cette même année, il avait été candidat aux élections législatives. Ses sympathies pour Longuet l'empêchèrent d'être élu délégué au congrès de Tours par le congrès fédéral de décembre 1920.

Ami personnel de Marcel Cachin, il dirigea la section locale de l'A.R.A.C. (Association Républicaine des Anciens Combattants) et adhéra au P.C.F au début de 1921.

Au début de l'année 1923 il démissionne de

son poste de maire et quitte la région pour la Bretagne où il devient secrétaire interfédéral du Parti Communiste. En 1924 il est membre du syndicat CGTU des métaux de Rennes.

(3) LEPEZ Ernest

Né le 24 novembre 1880 à Déville, mort le 4 juillet 1927 à Fécamp. Avec son frère Albert, il fut Militant socialiste dès le début du siècle, puis communiste dès 1920.

Actif militant communiste en Seine Inférieure, il devint en octobre 1922 secrétaire de l'interfédération communiste du Nord-Ouest.

Délégué au IIème congrès de la CGTU à Bourges en 1923, il dirigea une grande grève des ouvriers métallurgistes de Fécamp, où il créa en 1926, l'Union Locale Unitaire qui regroupa rapidement 2700 adhérents.

(4) CACHIN Marcel

Né à Paimpol, membre du Parti Ouvrier Français de Jules Guesde en 1892, il adhère au PSU-SFIO à sa création en 1905.

Député en 1914, il sera directeur du journal "L'Humanité" de 1918 à 1958. Membre du bureau politique du PCF de 1923 à 1958.

(5) SENECAL Auguste

Docker, Auguste Sénécal fut élu le 10 décembre 1920 secrétaire adjoint du syndicat des dockers du Havre.

Membre du Comité Syndical Révolutionnaire (CSR) il est élu membre du conseil d'administration de l'Union Départementale CGT passée aux mains des minoritaires au congrès de Dieppe le 3 juillet 1921.

Ayant adhéré au Parti Communiste, il se présenta aux élections législatives de 1924 où il recueillit 21 727 voix sur 217 782 inscrits.

(6) Les 111 jours de grève des métallos du Havre

A la suite de l'annonce par les patrons de la métallurgie d'une baisse de salaire de 10%, les métallos du Havre se mettent en grève le 20 juin 1922. En quelques jours il y a plus de quinze mille grévistes.

Chaque jour des meetings et des manifestations se succèdent en divers lieux, mais le patronat refuse obstinément de négocier. A partir

du 20 août, la situation devient plus tendue.

Le 26 août pour empêcher l'arrivée des gendarmes à cheval, on arrache des pavés, des arbres et leurs grilles de protection, on renverse des véhicules et on dresse une barricade en un rien de temps sur le "Cours de la République".

La troupe s'avance le fusil à la main. Les grévistes se défendent avec des pierres. On relèvera quatre morts et une vingtaine de blessés. Le soir, trente cinq militants dont cinq membres du comité de grève sont arrêtés. Franklin est investi par les forces de police.

Mais la lutte continue. Elle durera jusqu'au 7 octobre.

A lire dans le livre collectif "la CGT en Seine Maritime" p 45 à 50 (Vo éditions). Ce livre, écrit par notamment par plusieurs membres de notre institut, quelques années avant sa création, est toujours disponible auprès de l'Union Départementale C.G.T de Seine Maritime au prix de 70 f (même adresse que notre institut).

Les Notes 1,2,3,4,5 ont été réalisées à partir des notices biographiques contenues dans "le Maitron", Dictionnaire biographique du Mouvement Ouvrier (Editions Ouvrières).

Elles montrent bien tout l'intérêt qu'il y a de travailler à poursuivre cette oeuvre irremplaçable, sans laquelle il aurait été impossible de saisir tout le sens de ce texte.

(Editions de l'Atelier/Editions Ouvrières, 12 avenue Sœur-Rosalie 75013 Paris)

Le syndicalisme et la Paix:

Soirée débat au Mémorial
de Caen le 17 juin

compte rendu par Gilles Pichavant

S'il est un événement qu'il ne fallait pas manquer, c'était bien la soirée débat organisée conjointement au Mémorial de Caen, le jeudi 17 juin, par l'institut CGT d'Histoire Sociale (Confédéral), l'Institut Régional d'Histoire Sociale de Normandie, le Comité Régional CGT de Normandie et l'Union Départementale CGT du Calvados sur le thème Le syndicalisme et la Paix.

Les plus de 200 personnes qui avaient répondu à cet appel n'ont pas été déçues de leur déplacement, et notamment les retraités du syndicat CGT de Renault Cléon qui avaient profité de l'évènement pour organiser une sortie culturelle.

Le Mémorial pour la Paix se prêtait à merveille à un débat sur le thème des relations entre le syndicalisme et la paix, alors que nous sortions à peine d'une période de tension internationale, puisque nous étions quelques jours après la fin des opérations armées au Kosovo.

Quatre personnalités ont apporté une qualité exceptionnelle au débat animé par un journaliste de l'Hebdo de l'actualité sociale:

- **Jean Petite**, militant dans le Calvados de l'Appel des Cent, fit un développement historique sur les relations contradictoires entre le syndicalisme et la paix, depuis la création des premiers syndicats jusqu'à nos jours. Il insista sur le rôle important du syndicalisme d'aujourd'hui dans la lutte pour reconversion des usines d'armement au service de l'emploi et de la Paix.

- **Michel Pigenet**, Professeur d'Histoire à l'Université de Rouen, fit un développement sur le thème "*comment les syndicats se sont intéressés à la lutte pour la paix*".

Il articula son intervention autour de trois questions qui ont été régulièrement au coeur des discussions du mouvement syndical, mais qui n'ont pas forcément abouti aux mêmes réponses selon les périodes historiques:

1- "*Si les syndicalistes sont pour la paix, sont-ils pour n'importe quelle paix? Sont-ils pour*

la paix des prisons? Toutes les guerres sont-elles injustes?"

2- "*Si le syndicalisme est pour la paix, que propose-il? La Paix, comment et avec qui ?*"

3- "*Quelle place peut tenir la lutte pour la paix dans l'activité syndicale? Cette question est-elle une question décisive à laquelle on subordonne tout?*"

Il étaya son propos d'exemples concrets pris dans l'histoire du syndicalisme, et mit en perspective les idées qui l'ont traversé depuis le siècle dernier.

- **Gérard Leneuve**, Secrétaire Général de l'Union départementale CGT du Calvados aborda la question sous l'angle de l'actualité. Il développa trois thèmes:

1- Pas de paix sans désarmement.

2- Pas de paix sans développement économique

3- Nécessité de développer des coopérations syndicales en France, en Europe et dans le monde.

Il évoqua l'entrée de la CGT dans la CES et la fin des hostilités au Kosovo. Il insista sur les nécessités à la fois d'un plan de reconstruction en Yougoslavie et d'une aide à apporter aux organisations syndicales des balkans.

- **Georges Séguy**, Président de l'Institut CGT d'Histoire Sociale, fit un exposé sur un aspect saillant de la 2ème guerre mondiale: les répercussions sur le mouvement syndical de la signature du Pacte Germano-Soviétique signé le 23 août 1939.

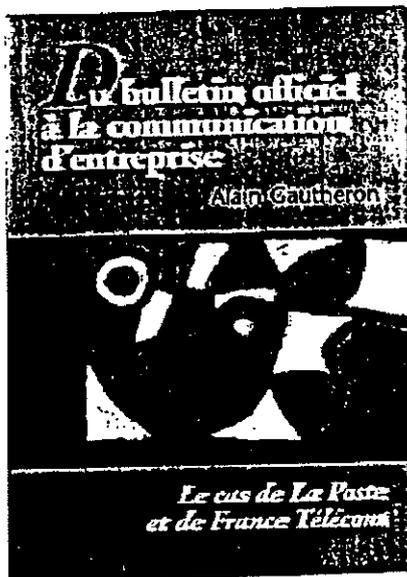
Il revint sur l'effort unitaire déployé par des militants syndicaux, pour l'essentiel des communistes, calomniés, inculpés d'activité antipatriotique, exclus de la CGT. Il montra comment leur effort aboutit à la réunification syndicale, à la suite des accords du Perreux, le 13 avril 1943, ce qui permit au mouvement syndical réunifié dans une seule CGT, de peser fortement sur le programme du CNR, et donc de contribuer aux grands progrès sociaux issus de la Libération.

Il montra comment la lutte pour l'unité a toujours été un élément central de la CGT, que loin d'y perdre son âme elle s'y ressource et y puise des forces nouvelles..

La parole fut ensuite donnée à la salle, et les nombreuses interventions mirent en évidence le caractère passionnant du thème, ainsi que les nombreuses approches multiformes, diverses voire contradictoires.

Nota: les interventions de Georges Séguy et Gérard Leneuve sont publiées intégralement dans le dernier numéro des Cahiers de l'IHS-CGT.

A lire:



Du Bulletin Officiel à la Communication d'Entreprise

La communication d'entreprise fleurit dans toutes les entreprises, pour faire prédominer les thèses patronales et soutenir les choix patronaux.

Il était temps qu'un militant syndical s'arrête sur ce phénomène pour en **étudier l'évolution au travers de l'histoire**, et en décortiquer les mécanismes.

De la naissance du "Bulletin des Postes", en 1855, à la période du "Débat Public" de Paul Quilès, ministre des PTT en 1989, en passant par la création du service des relations extérieures des PTT, en 1952, Alain Gautheron, à partir de cas concrets, étudie méthodiquement l'évolution de la communication au sein des Postes et des Télécommunications... Une passion de l'investigation qui traduit une mobilisation contre les a-priori, les fausses évidences, la fatalité.

Loin d'être un livre à usage interne aux PTT, ses enseignements ont valeur pour tous les secteurs d'activité, publics comme privés.

prix 50 f



La fédération CGT des PTT et l'affrontement de classe en 1947.

Beaucoup de choix stratégiques qui ont orienté l'action de la CGT dans la 2ème moitié du 20ème siècle découlent de l'année 1947.

1947, c'était les grèves de novembre-décembre, la scission syndicale. Les anciens en parlent, et les jeunes, qu'est-ce qu'ils en connaissent?

Pourtant, il semble pourtant qu'on en parle avec réticence, comme si la CGT avait commis des erreurs inavouables.

Serge Lottier, ancien secrétaire de la Fédération CGT des PTT, et président du tout nouvel l'Institut CGT des PTT d'Histoire Sociale s'est plongé dans les archives et a fait appel aux témoins de l'époque.

prix 70 f.

On peut trouver ces deux ouvrages au siège du syndicat CGT des PTT de Seine Maritime, 10 avenue Jean Rondeaux, 76100 Rouen.
(tel: 02 35 03 13 00, fax: 02 35 03 16 45)

Vous avez lu un livre ayant un lien avec l'Histoire Sociale : Signalez-le nous, nous en parlerons dans les prochains numéros du *fil rouge*

Connaître notre institut:

L'Institut C.G.T. d'Histoire Sociale de Seine Maritime a été créé à l'initiative de l'Union Départementale C.G.T, et des Unions Locales du département.

Il s'agit d'une association régie par la loi 1901.

Les statuts ont été déposés le 13 décembre 1996, et un avis a été publié au Journal Officiel le 25 décembre de la même année. L'Institut fonctionne comme toutes les associations loi 1901.

Extrait des statuts:

"Article 3: L'Institut se fixe comme missions :

-Le collectage, la sauvegarde et le traitement d'informations et de documents de tout nature, se rattachant à l'histoire sociale de la Seine Maritime, et plus particulièrement à l'histoire du syndicalisme et à leur exploitation à des fins de formation et de recherche historique.

-La mise en oeuvre d'études, de recherches et de larges confrontations dans les domaines de son champ d'investigation.

-La contribution à l'information et à la formation des militants syndicaux, des travailleurs, des étudiants et de toutes organisations intéressées à l'histoire sociale. "

La troisième Assemblée Générale de l'association, s'est tenue au Havre le 1999, en présence de Bernard ISAAC, secrétaire de l'Institut Régional Haute et Basse Normandie.

Elle a élu un bureau-Conseil d'administration. Celui-ci est composé de:

Président :	Marceau BURETTE
Vice-Président:	Pierre LARGESSE
Vice-Président:	Albert PERROT
Secrétaire:	Gilles PICHAVANT
Trésorier:	Pierre MICHEL
Archiviste:	François AUVRAY

Font aussi partie du Conseil d'administration, Martial CAVELIER, Jacques FIOCRE, Jean Michel GROSOT, Serge LALOYER, Pierre LEBLIC, Marcel LETESSIER, Robert PRIVAT, Marcel SAUNIER, Gérard BUSSON.

L'Institut CGT d'Histoire Sociale de Seine Maritime publie plusieurs fois par an cette revue appelée "le fil rouge" à destination de ses adhérents.

Faites connaître "le fil rouge"

Pour recevoir les numéros suivants et nous aider à les éditer, adhérez individuellement

Adhésion individuelle pour 1999:

Nom: Prénom:

Adresse:

Code Postal: Ville:

Adhésion simple 80F
(sans abonnement aux Cahiers d'Histoire Sociale*)

Adhésion-Abonnement 150F
(avec abonnement aux Cahiers d'Histoire Sociale*)

Adhésion collective pour 1999:

(avec l'abonnement aux Cahiers d'Histoire Sociale*)

Syndicat / Association: 300F

Comité d'Entreprise (ou similaire):

moins de 500 salariés: 500F

de 500 à 1000 salariés: 1000F

plus de 1000 salariés: 1500F

Intitulé:

Adresse:

Code Postal:

Ville:

Adresser le Chèque à : "Institut CGT d'histoire sociale de Seine Maritime" 30 chemin de la Planquette 76130 Mont-St-Aignan.

* "Les Cahiers d'Histoire Sociale" sont la revue nationale de l'Institut CGT d'Histoire Sociale. C'est une revue trimestrielle de 24 pages .